

G I V O R S

Les larges saignées des nouvelles voies autoroutières, l'espace vide des usines arasées le long du Gier ou des vieilles maisons ouvrières curetées du centre ville, l'éclatement du noyau urbain dans l'agglomération lâche des nouveaux ensembles hors les murs : comme dans la plupart des villes poussées avec la première industrialisation, tout, dans la lecture impressionniste du paysage de Givors, comme d'ailleurs dans la mémoire provoquée de ses vieux habitants, peut être perçu en termes de changement. Avant même qu'on se pose la question de son essence - voire de sa réalité - le monde des signes parle d'une seule voix; et, de cette première approche, Givors ne se distingue pas des autres points d'observation où éclate, partout, une certaine modernité. Il est vrai que parler, a priori, de changement, c'est peut-être aussi, opérer une démarche tautologique, et confondre l'hypothèse avec l'aboutissement de l'enquête. Pour l'heure, l'état des lieux semble pourtant lui donner raison.

+

+ +

Là comme ailleurs, l'espace n'est qu'un ensemble de signes, une symptomatique visible qu'il convient d'abord de décrypter à travers l'analyse économique menée par Jean Fleury (1) et croisée avec le recueil des premières données globales. De fait, en ce domaine, tout paraît basculer depuis, en gros, les années 1960.

Sans doute la répartition sectorielle des activités laisse-t-elle de Givors l'image dominante, et traditionnelle, d'une ville fortement industrielle et ouvrière. En 1975, en effet, 57,5 % des actifs de la population sont, dans l'ensemble de l'agglomération, des ouvriers d'industrie (quand on n'en compte que 39,3 % pour l'ensemble du Rhône), alors que les autres (professions libérales, tertiaire supérieur) sont relative-

(1) Jean Fleury, L'évolution économique de l'agglomération de Givors, rapport de D.E.A., Sciences économiques, Lyon II, 1978.

vement peu nombreux, voire marginaux : pas plus de 3,4 %, contre 8 % dans le département. Mieux, l'emploi demeure fortement marqué par la grande usine : en 1977, les établissements occupant plus de 100 personnes en concentrent 60,5 %; et par le secteur des biens de production, puisque 77,2 % des salariés de l'agglomération travaillent dans la verrerie, la chimie, la production et la transformation des métaux, les constructions mécaniques. Mais la coupe masque la profondeur d'une mutation qui s'est développée depuis une quinzaine d'années en liquidant quasiment, ou en amoindrissant très fortement les secteurs autour desquels la ville avait grandi dans le siècle précédent.

Ce fut d'abord, la disparition de la sidérurgie : les hauts fourneaux de Givors, regroupés sous le sigle "Prenat La Fournaise" se sont éteints dès 1960, et il ne reste dans la branche, à Givors même, que 161 salariés en 1975 là où l'on en comptait environ 900. Ceux de Chasse ont disparu en 1966 en provoquant, sans aucun secteur résiduel, la suppression de 700 emplois. Moins spectaculaire, mais tout aussi lourd de conséquences a été l'effondrement des effectifs de la métallurgie différenciée : Fives-Babcock n'emploie que 286 personnes en 1975, quand Fives-Lille en avait plus d'un millier dans les années 1960. Enfin, il n'y a guère que 300 cheminots aux dépôts de Chasse et de Badan, où ils étaient encore 700 en 1962, près de 1.500 dans la décennie d'avant. Ainsi, au total, le nombre d'emplois dans la métallurgie, toutes branches confondues s'est effondré de 3.900 en 1952 à 1.355 dans les années 1970.

A l'inverse, dans le même laps de temps sont apparues un certain nombre de nouvelles branches ou se sont développées des activités déjà présentes, mais à un niveau secondaire. Parmi les premières, Finorga-Chimie, créée en 1966, a plus que décuplé son personnel en dix ans, de 31 à 160 ouvriers. De même, la verrerie B. S. N. - Gervais Danone a fortement augmenté entre 1961 (472 salariés) et 1970 (autour de 680). Si bien qu'au total, le nombre des emplois est passé entre 1952 et 1972 de 170 à 260 dans l'alimentation, de 90 à 626 dans la chimie et de 455 à 960 dans le bâtiment et les travaux publics, au niveau de l'agglomération. De ce chassé-croisé-inégal - dans la répartition sectorielle, il est résulté deux grandes mutations.

C'est, d'une part, un nouveau partage entre les branches, beaucoup plus diversifié qu'il ne l'était auparavant. Aujourd'hui, c'est

la fabrication des matières plastiques qui arrive au premier rang de l'emploi industriel (avec 13 % des effectifs totaux du secondaire), avant les activités agro-alimentaires (12 %) et le bloc bois-ameublement (11 %), les uns et les autres fort en avance sur les autres secteurs. Au-delà de la seule industrie, si B. S. N. - Gervais Danone demeure le plus grand établissement de l'agglomération, avec 676 ouvriers, il est suivi immédiatement par le dépôt des grands magasins du Casino, à Grigny (555 salariés), et parmi les dix plus importants employeurs, on compte trois services publics ou para-publics : la mairie de Givors, au 5ème rang (262 personnes), la Centrale E. D. F. de Loire, au 7ème (237), l'hôpital-hospice au 9ème (206), et un autre grand magasin, Record, à Chasse (186). Signe, donc, d'une évidente montée du tertiaire, où l'on classe désormais 37,08 % des salariés de l'agglomération. Et dont on peut mesurer plus précisément la marche dans les cinq communes du "noyau" urbain : sa part y est de 39 %, quand elle n'était que de 28 % en 1970, et l'installation récente de Carrefour (1976), de Conforama, de Darty ne peut qu'aller dans le même sens.

D'autre part, l'apparition ou le développement des activités industrielles - ou autres - nouvelles n'a pas compensé les pertes d'emploi provoquées par la crise des secteurs traditionnels. La plupart des établissements nés au fil d'une dizaine d'années ont atteint, très vite, un effectif de croisière qui n'a guère varié par la suite; et après la forte poussée dont on a vu les incidences sur l'emploi, celui-ci est demeuré à peu près étale chez B. S. N. depuis 1970. Si bien qu'au total, le rapport entre la population active recensée au lieu de résidence, - pour chaque commune, ou pour toute l'agglomération - et l'ensemble des emplois offerts sur place révèle un net déficit particulièrement fort dans les trois noyaux d'industrialisation ancienne, Grigny, Chasse, et Givors, où il atteint 3.076 unités, puisque la ville n'offrait, en 1975, que 3.844 emplois dans la privé quand le recensement y dénombrait 6.920 salariés. Aussi y a-t-il, désormais, un échange quotidien complexe de main-d'oeuvre entre les diverses communes de l'agglomération, mais aussi avec l'extérieur, encore accentué, sans doute, par le hiatus, difficile à mesurer, entre le type de qualification de la main-d'oeuvre indigène et celui de la demande nouvelle, surtout dans le tertiaire. Et, de plus en plus, le va-et-vient se fait avec l'aire méridionale de l'ensemble lyonnais, qui n'est pas à plus de 20 kilomètres.

Ainsi, peu à peu, Givors et son agglomération entrent-ils dans la grande banlieue de la métropole voisine. Ce glissement transparaît à travers l'augmentation de la population résidentielle des communes de la périphérie, qui ont progressé de 63,2 % entre 1962 et 1975, quand le "noyau" industriel ancien ne se gonflait que de 34,1 %. Le mouvement naturel, la balance des naissances et des décès ne suffit pas à en rendre compte, et c'est largement l'arrivée de nouveaux venus, où les immigrés tiennent une place exceptionnelle, qui explique que l'ensemble soit passé de 31.536 habitants en 1962 à 36.499 en 1968 et 43.641 en 1975, soit un gain de 38,4 %. La commune de Givors participe, comme le reste, du gonflement, avec des nombres successifs de 17.232, 19.036 et 21.938 habitants. Ainsi, à l'inverse de ce qui se passe dans la vallée forézienne du Gier, la crise de l'organisation économique traditionnelle ne se traduit pas par la stagnation démographique, pas plus qu'elle ne se cristallise, à l'inverse de ce qui se passe à Montceau-les-Mines, dans l'agonie douloureuse d'un univers monolithique et mythifié; et la place importante que tiennent les jeunes générations dans la pyramide actuelle des âges ne saurait tromper (1). Il y a plutôt renouvellement des activités et des hommes, même si c'est dans un contexte de difficultés, et qui ne se borne pas à une substitution d'industries. La proximité de Lyon brouille les cartes, comme la redécouverte du rôle de carrefour - qui avait déjà été à l'origine de la première croissance, au milieu du XIXe siècle - entre quelques-uns des principaux axes de la circulation régionale, que tous les schémas territoriaux d'aménagement prennent en compte et dont le rôle devrait encore grandir dans les années qui viennent.

Enfin, il n'est pas possible de passer sous silence la coïncidence chronologique entre la mutation polymorphe de la sphère économique et celle des comportements politiques. Car, en gros, au déploiement de la crise et de la reconversion correspond l'approfondissement de l'influence électorale et institutionnelle du parti communiste, qui a conquis Grigny en 1978, dans une courbe ascendante que rien ne laissait prévoir dans les années 1950 puisque le maire communiste de Givors ne fut élu, en 1953, que par les hasards d'un débat subalterne au sein d'un conseil municipal où il n'avait pas la majorité. La personnalité même de

(1) Philippe Lucas, Le changement fait signe. Montceau-les-Mines, rapport A. T. P., novembre 1978.

Camille Vallin n'est pas sans intérêt, puisqu'il est devenu depuis l'un des principaux responsables des élus municipaux du P. C. F. au niveau national, et que son action de longue haleine - étudiée en politologue par Gilles Thévenon (1) - révèle une cohérence et une force que l'on ne retrouve pas forcément dans les autres municipalités communistes de la région. Au-delà du processus dialectique à préciser entre elle et les populations qui la reçoivent et y répondent, il convient, bien sûr, de s'interroger sur le sens de cet autre changement, à un autre niveau du moins, d'autant plus paradoxal - en apparence - que le visage ouvrier de la ville est en train de s'estomper, si, du moins, on se contente de le lire à travers les statistiques de l'emploi. Simple épiphénomène d'une crise de l'économie, dont la municipalité serait l'expression fidèle, si l'on voit dans le P. C. le porte-parole des laissés pour compte de la modernisation ? Une grille de lecture qui, évidemment, n'est pas strictement givordine. Ou bien aboutissement logique d'une évolution pluri-décennale, repérable dans d'autres régions françaises, d'une sensibilité de gauche d'un électorat ouvrier passé du radicalisme diffus du début du siècle au communisme après une étape socialisante, des années 1920 aux années 1950 ? Il est trop tôt pour conclure, et surtout, il serait sans doute fallacieux d'appliquer à Givors des schémas trop simples.

En effet, d'ores et déjà, l'analyse de la politique culturelle de la municipalité, plus avancée que celle des comportements politiques proprement dits, montre la complexité des choses. Au-delà même du discours, trop général, elle révèle une prise en charge consciente et affirmée d'une certaine tradition ouvrière. Sans minorer l'intervention dans la modernité - le contraire serait surprenant - qui lui fait multiplier les initiatives dans le domaine de l'habitat, des équipements collectifs, des créations d'emplois -, elle se veut aussi, très fortement, héritière : la création d'un service d'archives, avec un personnel qualifié, à plein temps, tout à fait rarissime dans une commune de cette taille, est significative. Qu'il soit autre chose qu'un gadget, l'aide considérable qu'il a déjà fournie aux enquêteurs de l'A. T. P. suffirait à le montrer. A travers l'analyse des budgets, les débats dans et hors du conseil, les motivations affirmées des interventions, il y a, incontestablement la volonté d'assurer un héritage. On peut émettre l'hypothèse de la conscience confuse

(1) Gilles Thévenon, La politique culturelle de la municipalité de Givors, 1953-1978, T. E. R. en cours d'achèvement, Lyon II.

d'une certaine tradition culturelle originale, dont les fils restent à débrouiller. Le contraste est en tout cas éclatant avec Montceau-les-Mines, où les comportements politiques se sont aussi brisés avec la crise de la mine mais pour prendre, à partir de 1958, une orientation diamétralement opposée. Comme le montre Philippe Lucas, elle n'exclut pas non plus une certaine exaltation du passé; mais d'un passé mort, réfugié dans des "sanctuaires" dont il désigne la signification idéologique. A travers une démarche en apparence commune, les signes dont on l'affecte sont antagonistes; comme ceux de son envers, c'est-à-dire du changement.

*

* *

Or, à travers la mémoire des Givordins explorée par Carmen Gan et Caroline Amblard (1), des historiennes, et Jean Métral, un ethnologue, se dessine, avec une grande netteté, la nostalgie d'un monde perdu; ou, du moins, en voie de perte. Regret classique d'un hier paré de toutes les vertus, et qu'on retrouve aussi chez les mineurs de Montceau-les-Mines ou du Nord ? Sans doute. Mais le souvenir se garde du manichéisme il n'est pas évocation d'un hypothétique âge d'or, il laisse passer trop de scories pour qu'il ne soit pas attentivement écouté. Quand il parle du travail, ou de la famille, il dessine peu à peu, d'une manière impressionniste mais trop commune et trop cohérente pour n'être que reconstruction après coup d'une certaine culture et de certains comportements sociaux, au sens large, d'une communauté née de l'industrialisation dont il faut bien avouer que l'on ne sait pas grand chose. Heureux ruralistes, qui ont tous les moyens de repérer les changements d'aujourd'hui puisqu'ils savent tout des campagnes et des paysanneries d'hier, tant les sociologues et les ethnologues du domaine français ont été fascinés par le (soi-disant) conservatoire rural, à l'inverse, et pour cause, des Anglo-Saxons. Les historiens d'ailleurs, n'en ont guère été plus curieux puisque, lorsqu'ils s'y sont hasardés, ils ont souvent réduit ces micro-sociétés in-

(1) Carmen Gan et ali. . . , A la recherche d'une mémoire collective, les retraités de la métallurgie de Givors, T.E.R., Lyon II, 1977.
 Caroline Amblard, id., les retraités de la verrerie, T.E.R., Lyon II, 1978.

industrielles à leur organisation économique ou aux comportements politiques qui s'y accrochaient, quand ce n'est pas à une simple construction théorique.

Dès lors, il semble tout à fait nécessaire de recourir, avant d'aller plus loin, à une démarche historique, sans doute moins évidente en d'autres points d'observation. D'abord parce que dans l'ignorance de ce qui était avant, la myopie serait totale pour saisir ce qui change. Or, avant le démarrage de l'A. T. P., Givors était déjà l'un des terrains d'analyse du projet Europe du Temps présent de la D. G. R. S. T. fondé précisément sur une approche des structures sociales et des comportements; s'il porte, dès l'origine, sur la fin du XIXe siècle, sa problématique n'est pas fondamentalement différente, et le matériau rassemblé est déjà assez important pour tracer de grandes lignes, formuler des hypothèses et tester le modèle givordin qui s'esquisse en le comparant à d'autres terrains.

Bien sûr, la méthode d'approche, portant sur des groupes disparus n'est pas la même et ressemble plus au classique recours aux archives des historiens qu'à l'enquête sociologique ou ethnographique. En gros, elle se calque sur les travaux de la "new urban history" américaine, qui met en action les grandes masses quantitatives bien connues de l'historien des sociétés : état-civil, listes nominatives des recensements, rôles fiscaux et actes notariés, registres de la justice et de la conscription. Mais pour, en les croisant, extraire d'une communauté, qu'elle soit définie par un espace, une activité ou des traits culturels, un échantillon d'individualités et de courbes d'existences, avant de les agréger horizontalement à travers des groupes de sociabilité de plus en plus complexes, de la famille nucléaire et des fréquentations informelles de voisinage aux formes plus sophistiquées des associations juridiquement fondées, de quelque nature que ce soit; mais aussi, verticalement, sur le long ou le moyen terme, en des généalogies du sang, du savoir technologique ou de la propriété. Renvoyons aux travaux pionniers de Stephen Thernstrom sur Newburyport et surtout sur Boston, qu'il pousse jusqu'au plus contemporain (1); à sa suite, à la douzaine de monographies qu'il a

(1) Stephen Thernstrom, Poverty and progress : social mobility in a nineteenth-century city, Cambridge, Mass., 1964 et, id. The other Bostonians, Cambridge, Mass., 1973.

inspirées, et dont les résultats sont déjà publiés (1), aux projets en cours de réalisation sur la vallée québécoise de la Saguenay, dirigée par Gérard Bouchard (2) et au gigantesque "Philadelphia Project" de Th. Herschberg (3), sans prétendre à l'ampleur des réalisations outre-Atlantique, il y a là une direction de recherche tout à fait neuve, d'ores et déjà appliquée aux sociétés européennes, en Wurtemberg, par exemple, par Peter Borscheid (4), ou à la ville minière de Bochum par David Crew (5). Il est tout à fait vain de se dissimuler le retard pris en ce domaine par une historiographie française souvent un peu trop portée à vivre sur une tradition nationale brillante, mais aujourd'hui largement caduque, au moins pour les XIXe et XXe siècles.

Les données de l'enquête givordine, si elles sont rassemblées, demeurent encore largement brutes. Pourtant, à travers un début trop artisanal, d'élaboration statistique s'esquissent les traits originaux d'une communauté ouvrière née de la première industrialisation et de ses adaptations successives. Avant tout, ils s'inscrivent en faux contre une certaine mythologie de l'atomisation et de la désagrégation des solidarités ordinairement acculée au développement de l'industrie et des villes, dans un contexte général de crise des sociétés antérieures et d'un reclassement chaotique des occupations et des positions. Le procès historique ne se fait pas dans un contexte de cataclysme; Givors du XIXe siècle et du premier XXe siècle.

-
- (1) Stephen Thernstrom and Richard Sennet, id. Nineteenth-century cities, Nerohuven - London, 1969.
- (2) Gérard Bouchard. Le projet de la Saguenay, Communication au Séminaire d'histoire du Centre P. Léon, mars 1978, inédit.
- (3) Théodore Herschberg, "The Philadelphia Social history project : an introduction", Historical Methods Newsletter, vol. 9, n° 2-3 (1976).
- (4) Peter Borscheid, "Potentiel de main-d'oeuvre, migration et différences de niveau de vie en Allemagne au XIXe siècle : des causes sociales aux disparités régionales"; Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, 1978, n° 4, p. 6.
- (5) David Crew, "Definitions of modernity : social mobility in a german town, 1880-1901", Journal of Social History, VII (1973).

cle n'est d'ailleurs pas - et l'on retrouve l'opposition avec Montceau-les-Mines - une ville-usine sortie toute armée et pensée, dans un premier temps de la pression des besoins en main-d'oeuvre, dans un second de la réflexion rationalisante et moralisatrice d'une grande compagnie. Elle n'est pas non plus fraction extérieure d'une grande cité d'Ancien Régime où serait venue s'accumuler une force de travail brute dégorgée régulièrement, d'un siècle à l'autre, par le trop-plein pendulaire des campagnes.

De quoi s'agit-il ? En fait, d'un rassemblement mouvant, au gré de la conjoncture d'ensemble et des reconversions successives - dans deux temps différents - de populations d'origines géographiques diverses, dispersées en apparence, mais toutes porteuses de capacités technologiques, savoir-faire ou habitudes de travail, ces "skills" où P. Mathias a vu la clé de la "révolution industrielle" anglaise -, A l'intérieur, les groupes - verriers, métallurgistes surtout - coïncident avec les branches économiques; et chacun d'entre eux s'inscrit dans un réseau d'échanges spécifiques des hommes, dans une mobilité géographique qui s'accroche, dans la France entière et à l'étranger, aux usines et aux espaces ruraux d'activités similaires. La ville n'est pas un déversoir, elle n'est qu'un des lieux, ouvert aux quatre vents, d'un échange, même si celui-ci laisse, à chaque vague, une sédimentation. Sa croissance numérique s'explique simplement par l'intégration, à chaque étape, d'un contingent complémentaire de manoeuvres vite assimilées, au plan technologique comme au plan social.

Or, l'image qui s'esquisse à travers l'analyse archivistique classique jusqu'à l'horizon des années 1920 réapparaît par le biais de l'enquête sociologique et ethnologique d'aujourd'hui, dans les trajectoires de vie reconstituées de retraités dont l'activité professionnelle s'est étalée, en gros, entre 1920 et l'horizon 1970. Si les deux approches sont radicalement différentes, elles laissent deviner l'identité d'une structure de longue durée, au moins chez les verriers et les métallurgiques qui ont tout de même constitué, presque jusqu'à nos jours, le gros de la population givordine. Il va de soi qu'il est absolument nécessaire de mener jusqu'à aujourd'hui une direction de recherche féconde, dans la mesure où nous ne savons à peu près rien de l'origine géographique des groupes actuellement observés - si l'on excepte les immigrés - et que, surtout, il paraît difficile à un travail sur le changement social et culturel d'éviter toute étude des réseaux de mobilité spatiale, l'hypothèse étant faite qu'il ne faut pas les lire seulement en simples termes de distance et de proximité, mais

aussi à travers une grille de réseaux technologiques, dans un sens, bien sûr, beaucoup plus large qu'au XIXe siècle; on a déjà noté, d'ailleurs, l'inadéquation qualitative entre la main-d'oeuvre livrée sur place par la crise des secteurs traditionnels et la demande créée par les activités nouvelles.

Au-delà, le type de l'échange tel qu'on l'a tracé à la grande époque de l'industrie triomphante est, à coup sûr, un des éléments d'explication de la très forte cohésion polymorphe des groupes ouvriers bornés par le secteur économique : à travers les liens de voisinage - encore à explorer -, mais surtout dans les sociabilités moins familiales qu'autour de la famille. Aux très forts pourcentages d'hérédité professionnelle correspondait une importante homogamie, dont les taux sont très supérieurs aux simples contraintes mécaniques imposées par la répartition statistique d'une population assez peu différenciée. L'observation sur le long terme pluri-décennal, depuis les années 1850, permet de repérer des généalogies et des lignées ouvrières - elles vont quasiment de soi pour les petits commerçants - elles aussi inscrites dans la même branche industrielle. Si bien que longtemps, la population givordine est, au-delà d'un regroupement administratif artificiel, plurielle; c'est un agrégat de groupes qui vivent côte à côte, glissent l'un sur l'autre, ne se mêlent pas aux grands tournants de l'existence, que ce soit au moment du choix du métier ou à celui du conjoint; et, pour une fois, le paysage ancien ne ment pas, qui inscrit dans l'espace segmenté du Givors d'hier le partage et l'étanchéité des différents groupes. Evidemment, les traits sont encore plus tranchés au niveau des sociabilités plus complexes, syndicales, culturelles et politiques, et c'est même de leur grossièreté aveuglante qu'est née la nécessité, à titre de vérification, d'une analyse plus fine du tissu social.

Or, encore une fois, l'enquête orale menée par Carmen Gan pour les métallurgistes, par Caroline Amblard pour les verriers montre la pérennité de ces frontières à travers non seulement les repères spatiaux et temporels où s'accrochent les souvenirs, mais aussi dans le réseau des porteurs de la mémoire collective progressivement tracés par la démarche ethnographique. C'est, cette fois-ci, au plan des seules représentations individuelles et collectives. Mais que l'on peut, et que l'on doit comparer avec la réalité - une autre réalité, au moins - des carrières, telles qu'on peut les tracer pour le XIXe siècle; pour arriver à ces vies parallèles - reconstruites, mémorisées, et, pourquoi pas, racontées par d'autres,

à une nouvelle étape de l'enquête esquissée par Isaac Joseph, sociologue des papotages, des ragots, du discours diffus et informel qui court, à propos de tout et de rien, au fil du quotidien, et qu'il faut aussi questionner.

Dans l'immédiat, avant ce second temps de l'enquête orale, c'est poser un problème pratique. Redisons-le, il n'est pas possible de s'y borner, et d'ignorer la très riche école des socio-historiens américains de la lignée de S. Thernstrom, maintenant imités largement... dans tous les autres pays européens que la France, à travers un nouvel intérêt pour les liens entre évolution économique et mobilité sociale (1). Or, si le XIXe et le début du XXe siècle sont largement débrouillés, il reste l'entre-deux-guerres, et les trente dernières années; c'est-à-dire une période où la réglementation interdit la consultation et l'usage d'un certain nombre de documents nominatifs - actes d'état-civil, listes ou fiches individuelles des recensements. L'A. T. P. ne devrait-elle pas être l'occasion de poser la question aux autorités compétentes, quitte à fournir toutes les garanties de discrétion et à poser les règles d'une stricte déontologie. L'interview a ses limites, et peut n'aboutir, dans certains cas, qu'à un vague bavardage sur le changement. Seule l'analyse d'une documentation écrite nominale a permis, dans l'approche historique de repérer, aux divers niveaux, les lignes longtemps cachées de l'organisation et de la sociabilité des populations industrielles. On ne voit pas comment apprécier les changements d'aujourd'hui s'il n'y a pas unité de la méthode, si l'on veut apprécier comment se délitte, se survit ou se gauchit une structure dont on a pu saisir la naissance, suivre la maturation et repérer les premières mutations, au début du XXe siècle, par exemple, quand on repère, entre autres signes, un premier élargissement de l'exogamie professionnelle. Ce qui peut être reconstitué, par questionnaire, dans un échantillon rural peu nombreux, serait, sans cette ouverture de la documentation, impossible à faire dans une communauté qui dépasse les 20.000 habitants, et où un échantillonnage serait singulièrement réducteur. Car ce qu'on a décrit dans la première partie de ce rapport est terriblement externe; et les membres de l'équipe givordine sont particulièrement sensibles au danger de n'aboutir, en

(1) Pour la bibliographie internationale de la question, et le désert français, cf. Hartmut Kaelble, Historische Mobilitätforschung, Darmstadt, 1978.

fin de compte, qu'à un autre discours sur le changement, universitaire celui-là; c'est-à-dire un simple décalque du discours recueilli sur place.

+

* *

Car ce n'est pas le moindre paradoxe givordin. A travers l'approche orale - si superficielle soit-elle - court en effet un étrange air de la nostalgie. Même si la question n'a encore jamais été posée comme telle, c'est un des thèmes transversaux permanents du discours sur la famille, sur le travail, et sur l'air du temps. Le thème du changement est constamment connoté d'une manière négative, et l'écoulement du temps vécu comme une régression, dans le récit des trajectoires professionnelles et technologiques particulièrement. Les militants - parfois d'anciens responsables syndicaux et politiques de premier plan - n'échappent pas à la règle. Etrange contradiction dans une population que ses options politiques globales, et de plus en plus approfondies depuis une vingtaine d'années paraissent liées d'une part à une conception fondamentalement antagoniste, même s'il y a une part de rhétorique dans le discours du Parti Communiste, et à un projet de société qui signifie un changement radical. C'est sans doute une des questions essentielles qu'il faudra résoudre. Avec, il est vrai, quelques hypothèses. A chaque stade d'une évolution économique qui, en fait, n'a pas commencé vers 1970 à Givors - et, à nouveau, c'est le regard de l'historien qui permet d'y voir clair - c'est une certaine forme d'adaptation à une réalité dont elle n'est pas maîtresse qui se détruit, ou est menacée, pour une population ouvrière. Le décalage n'est-il pas constant entre l'étape nouvelle de la société globale, et le cocon de résistance qu'a tissé, sur une situation ancienne et toujours en voie de dépassement, au travail, au sein du groupe familial, dans le quartier, dans son existence quotidienne, individuelle ou collective, une population par définition dominée ? Avant d'être reconstruction, chaque nouveau pas de l'incessante reconversion économique - et on a vu l'ampleur de celle qui agresse Givors depuis une quinzaine d'années - est destruction; renvoyons à E. P. Thompson (1) à la naissance

(1) Edward P. Thompson, The making of the English Working Class, London, 1963.

de la classe ouvrière anglaise, à Herbert Gutman à celle des Etats-Unis (1). A la limite, on est toujours en situation de transition, d'un entre-deux dont il n'est pas aisé de démêler l'écheveau dans ce qui change et dans ce qui résiste.

Faut-il ajouter que le terme singulier de changement - tout comme celui de pouvoir, si prisé des Sciences humaines d'aujourd'hui - ne peut qu'éveiller un doute raisonnable et raisonné dans une équipe formée à l'histoire des sociétés industrielles, qu'on la nomme ainsi ou qu'on préfère l'appeler généalogie. Le double qualificatif de social et de culturel ne suffit pas à évacuer l'abstraction réductrice qu'il véhicule, puisqu'il n'en laisse pas moins subsister le postulat d'une unité et d'une cohésion du champ social qui constituèrent l'illusion d'une histoire totalisante aujourd'hui à bout de souffle. Aucun des membres de l'équipe n'a, de surcroît, le goût de substituer autour du thème une nouvelle machinerie idéologique à une autre et rien dans leur pratique givordine ne viendrait d'ailleurs les y inciter. D'autre part, leur méfiance est tout aussi grande que peut provoquer l'observation sur le court terme, un, deux, trois années, quand ils le savent générateur d'illusions d'optiques, eux qui sont accoutumés à mettre les faits, de quelque nature qu'ils soient en séries chronologiques longues et savent le danger permanent de prendre pour le changement ce qui n'est que péripétie ou épisode dans une organisation, des conduites ou des représentations dont l'essence demeure la même. Sans, à l'inverse, tomber dans une (autre) mythologie du fixisme, nous revoyons à la fois à Montceau-les-Mines, et à Givors, toutes deux confrontées à la même mutation de la sphère externe de l'économie qui produisent, cependant, deux discours différents, à partir de choix politiques divergents. Mais l'opposition est-elle bien au seul niveau de l'affirmation idéologique ? Poser la question ainsi, c'est, évidemment, y répondre déjà par la négative, au moins au plan des hypothèses; et les sociétés industrielles, surtout observées au niveau le plus fin, ne restent-elles pas "cette mère énigmatique" qu'évoquait récemment Michelle Perrot ?

(1) Herbert Gutman, Work, culture and society in industrializing America : essays in American working-class and social history. New York, 1976.